

CONSEIL MUNICIPAL

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Le 29 novembre deux mille sept, le Conseil Municipal dûment convoqué le 23 novembre deux mille sept, s'est réuni sous la présidence de M. Jean-Christophe LAGARDE, Maire.

PRÉSENTS :

		M. Jean-Christophe LAGARDE, Maire
		M. Stéphane SALINI, M. Anthony MANGIN, M. Michel MARTINOT, M. Jean-Pierre COMTE, M. François BODIN, M. Romain DACHIVILLE, M. Pascal MELLY, M. Laurent BENHAIM, Mme Aude LAVAIL, M. Hervé PLANAS, M. Domenico BARTUCCIO
Nombre de membres composant le Conseil	49	Adjoints au Maire
Nombre de membres en exercice.....	49	Mme Annie GOSSET, M. Robert JANSSENS, M. Serge RIGO, M. Jean-Pierre BRAISNE, Mme Myriam MABIRE, Mme Eliane BAUDRY, Mme Martine-Ignace FIARI-VATON, Mme Anne-Marie GAGNADRE, Mme Maria-Manuela CARDOSO-BODIN, M. William VIBERT, Mme Muriel LAGNEAU, Mme Marie-Madeleine LAURET, M. Edgard GARCIA, M. Idilio VALDENEBRO, M. Michel LASTAPIS, M. Gilbert REGERT, Mme Merzouba COCOZZA, Mme Jacqueline TORDJMAN
Présents à la séance..	30	
Représentés.....	13	
Absents.....	5	Conseillers Municipaux
Excusé.....	1	

REPRESENTES :

Mme Sylviane MICAULT	par M. Jean-Pierre COMTE
Mme Elisa CARCILLO	par M. Domenico BARTUCCIO
M. Raoul ROSA	par M. Hervé PLANAS
Mme Odile PICQUET-ROSA	par M. Romain DACHIVILLE
Mme Marie-Josée OLBERT	par Mme Muriel LAGNEAU
M. Jean-Yves TRAVERS	par M. Robert JANSSENS
Mme Martine BOUVELOT	par M. Pascal MELLY
Mme Johanna ABOUCAYA-GHOZLAN	par M. Laurent BENHAIM
Mme Adrienne PIROLLO	par M. Aude LAVAIL
M. Michel DEBAILLY	par M. Marie-Madeleine LAURET
Mme Pascaline TURPIN	par M. Edgard GARCIA
Mme Sandrine KERAMBLOCH	par M. Jean-Christophe LAGARDE
M. Hervé BERDUGO	par M. Stéphane SALINI

ABSENTS : Mme Roxiane BOISSON, Mme Malika MAALEM-CHIBANE, M. Patrick BENKEMOUN, Mme Brigitte KADRI, M. Bruno ROSSI

EXCUSE : M. Joaquim CHAPEIRA

Secrétaire de séance : Mme Aude LAVAIL

OBJET : Réforme des autorisations d'urbanisme. Instauration de la délivrance de permis de démolir et de déclarations de clôture sur le territoire communal.

LE CONSEIL

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2121-29,

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment ses articles L. 421-3, R. 421-27 et R. 421-12,

Vu le décret n° 2007-18 du 5 janvier 2007 pris pour l'application de l'ordonnance du 8 décembre 2005 relative au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme,

Considérant que le Conseil municipal peut décider de soumettre les opérations de démolition sur le territoire communal à la délivrance préalable d'un permis de démolir,

Considérant que les clôtures sont soumises à une déclaration préalable lorsque le Conseil municipal a décidé de l'instituer,

Considérant l'intérêt à contrôler les travaux de démolition et l'implantation de nouvelles clôtures pour maintenir une homogénéité esthétique dans la Commune ;

DELIBERE

Article 1^{er} : Les travaux de démolition ou ceux ayant pour objet de rendre inutilisable tout ou partie d'une construction doivent être précédés de la délivrance d'un permis de démolir.

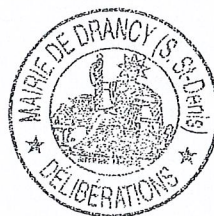
Article 2 : Les édifications de clôture sur le territoire de la commune de DRANCY sont soumises à une déclaration préalable en mairie.

Reçu(e) en Préfecture le
Affiché(e) le 3.0.NOV. 2007
Certifié(e) exécutoire le



Pour le Maire
L'Adjoint

[Signature]



Fait et délibéré en séance
du 29 novembre 2007
Le Député-Maire,

Jean-Christophe LAGARDE

[Signature]

RAPPORT

L'ordonnance du 8 décembre 2005 et le décret d'application du 5 janvier 2007 engagent une réforme du permis de construire et des autorisations d'urbanisme.

La réforme du Code de l'Urbanisme laisse le champ libre aux collectivités de continuer à contrôler ou non un certain nombre d'actes en matière d'urbanisme.

Les nouvelles dispositions visent à faciliter l'acte de construire pour les citoyens, en clarifiant le droit de l'urbanisme, en améliorant les conditions d'instruction des demandes.

Les communes ont la possibilité de choisir d'instituer ou non le permis de démolir ainsi que la déclaration de clôture.

La Commune propose de maintenir l'obligation de leurs dépôts.

Il est donc demandé au conseil municipal d'approuver cette disposition.

